

1954-1962. La Guerre d'Algérie

mercredi 11 avril 2012, par [PATTIEU Sylvain](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2012).

En mars-avril 2012, on fête le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. à cette occasion, nous avons souhaité fournir quelques repères historiques sur la guerre d'Algérie. Vous trouverez donc un premier texte (ci-dessous) qui en retrace les principales étapes, une bibliographie, puis deux éclairages particuliers, l'un sur les réseaux de solidarité en France [1], l'autre sur les massacres de Sétif et Guelma en 1945.

La France de 1954 est marquée par deux événements majeurs qui sonnent le glas d'un empire colonial censé montrer la voie de la civilisation aux peuples des colonies, ou étendre sa domination militaire et économique sur plusieurs continents - selon que les partisans de la colonisation privilégient pour la justifier l'argument « humanitaire » ou « économique-politique ». Le 7 mai 1954, les Français apprennent la défaite de Dien-Bien-Phu, prélude aux accords de Genève de juillet 1954, qui consacrent l'indépendance et la partition du Viêt-Nam et signifient la fin de la présence française en Asie. Le 1^{er} novembre 1954, éclate en différents points du territoire algérien une insurrection revendiquée par une organisation jusque-là inconnue, le FLN. Ces opérations militaires marquent le début d'une guerre qui tait son nom mais qui dure huit ans et cause la mort de 300 000 personnes¹, toutes victimes confondues.

Pourtant la décolonisation est déjà en marche en Afrique, au Maroc, en Tunisie, ce qui aurait pu conduire à une décolonisation sans heurts en Algérie. Mais la lutte de libération algérienne remet en cause l'appartenance au territoire français d'une colonie qui est aussi un groupe de départements français, et surtout une colonie de peuplement avec 984 000 « Européens », dont 79 % sont nés en Algérie, pour 8 475 000 « musulmans ».

Le mouvement nationaliste algérien, dominé depuis les années 1930 par Messali Hadj, semble pourtant en difficulté au début des années 1950. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé par Messali Hadj, est très divisé sur la stratégie à mener contre l'impérialisme français, et semble paralysé. Lassé de cet état de fait, un petit groupe d'activistes du MTLD, de manière secrète, prépare une insurrection qui éclate au mois de novembre 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, les opérations sont déclenchées : une trentaine d'attentats provoquent la mort de neuf Européens dont trois militaires. Militairement il s'agit d'un échec puisque la prise des casernes de Batna, Khenchela, Blida et Oran qui devait procurer des armes a échoué. Mais psychologiquement il en est tout autrement. Le Monde du 4 novembre parle du texte qui revendique les attentats comme « émanant d'un certain Front de la libération nationale » et affirme qu'il expose « le programme des terroristes aux militants de la cause nationale ». Ce FLN, jusque-là inconnu, dirigé par des hommes comme Mohammed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, ou Ahmed Ben Bella, déclenche ainsi la révolution nationale, de manière inattendue aussi bien pour le gouvernement français que pour le MTLD. Une véritable guerre commence, et le peuple algérien entre dans la lutte armée pour se libérer du joug colonial.

Messali Hadj refuse de voir contestée son hégémonie au sein du mouvement nationaliste algérien, et crée une organisation concurrente du FLN, le Mouvement nationaliste algérien (MNA). Loin de coopérer contre un même ennemi, les deux organisations se déchirent dans une lutte fratricide qui fait de nombreuses victimes. à partir de 1957-1958, le FLN s'assure une hégémonie totale en Algérie et dans l'émigration algérienne en métropole, au point que certains maquis MNA passent du côté de l'armée française.

Du côté français, la répression est terrible : elle touche les combattants algériens mais aussi les civils suspectés de détenir des informations ou de leur venir en aide. La pratique de la torture est générale, ainsi que les viols en ce qui concerne les femmes. Le racisme, héritage d'années de colonialisme, contribue à la férocité des soldats, aidés dans leur sale besogne par les supplétifs « harkis », musulmans partisans de l'Algérie française.

En décembre 1955, c'est la gauche qui remporte les élections sur un programme vague de « paix en Algérie ». En fait de paix, c'est la guerre que le président du conseil socialiste, Guy Mollet, amplifie. En mars, les « pouvoirs spéciaux » sont votés par l'Assemblée nationale, et permettent d'augmenter la répression en instaurant un état d'urgence permanent en Algérie, et en laissant les mains libres à l'armée. Le PCF vote les pouvoirs spéciaux et demeure durant toute la guerre très prudent sur la question algérienne, excluant même les militants qui se livrent à des activités de soutien au FLN.

En septembre 1956, 400 000 hommes sont opérationnels en Algérie tandis que le FLN avec les attentats du « Milk-Bar » et de la « Cafétéria » à Alger inaugure une série d'attaques meurtrières contre les lieux fréquentés par des Européens. Le 22 octobre 1956, l'arraisonnement par l'armée française de l'avion qui transportait Ahmed Ben Bella, Hocine Aït-Ahmed, Mohamed Boudiaf, Mohamed Khider et Mostefa Lacheraf, cinq « chefs » du FLN, provoque la réprobation internationale.

Pourtant, en métropole même, des réseaux de soutien au FLN se mettent en place. C'est tout d'abord l'extrême gauche trotskiste et libertaire, qui, dès 1955, met en place des réseaux de « porteurs de valises », afin de collecter les sommes de l'impôt révolutionnaire exigé par le FLN des ouvriers algériens émigrés en France, mais aussi pour fabriquer des faux papiers, imprimer la presse clandestine du FLN ou transporter des responsables FLN à travers la France. Progressivement d'autres réseaux se mettent en place, qui regroupent des chrétiens progressistes, des communistes dissidents, des humanistes. Des intellectuels dénoncent la torture ou soutiennent les porteurs de valises lors du retentissant procès du réseau « Jeanson ». Des réseaux permettent aux déserteurs de l'armée française de trouver refuge à l'étranger.

La guerre qui se poursuit mine la IV^e République. En 1958, l'armée qui a pris le contrôle du Gouvernement général d'Alger réclame le général de Gaulle tandis qu'un comité de salut public est présidé par le général Massu, et les parachutistes débarquent en Corse. Suite à ce coup de force, de Gaulle est investi le 12 juin par l'Assemblée nationale. Il propose une nouvelle Constitution adoptée par référendum le 28 septembre 1958. Le 23 octobre, il propose la « Paix des braves » aux combattants, mais sans aucune garantie sur l'indépendance, et le FLN rejette ses offres. De Gaulle devient le premier président de la V^e République le 21 décembre 1958 : il déçoit les ultras qui l'ont porté au pouvoir en parlant en septembre 1959 d'une possible autodétermination de l'Algérie, et un Rassemblement pour l'Algérie française se crée sous l'impulsion de Georges Bidault.

A mesure que s'impose l'idée d'une indépendance de l'Algérie, les actions des ultras se radicalisent : du 24 janvier au 1^{er} février 1960, ils déclenchent la « semaine des barricades » à Alger. Les plus déterminés d'entre eux créent l'OAS (Organisation armée secrète), groupe clandestin d'extrême droite qui organise des attentats contre des « musulmans », des intellectuels ou des journaux partisans de l'indépendance de l'Algérie. Mais les opposants à la guerre font également entendre

leur voix, et manifestent notamment à l'initiative de l'Union nationale des étudiants de France (Unef) le 27 octobre 1960, tandis que les militants membres du réseau Jeanson d'aide au FLN, les « porteurs de valises », sont soutenus par le Manifeste des 121, signé par des intellectuels et des célébrités. Le référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961 est un succès pour de Gaulle qui poursuit sa politique, vers une indépendance de l'Algérie. Mais cela ne signifie pas l'arrêt de la répression contre les Algériens et le préfet Papon ordonne le 5 octobre 1961 le couvre-feu pour les immigrés algériens. Une manifestation pacifique organisée le 17 octobre contre cette mesure par la Fédération de France du FLN est violemment réprimée par la police et plusieurs centaines d'Algériens sont tués. Le 8 février 1962, ce sont des manifestants français contre l'OAS qui subissent la répression, huit militants meurent au métro Charonne, membres pour la plupart du PCF.

Les négociations entre le gouvernement français et le FLN aboutissent cependant aux accords d'évian en mars 1962, approuvés en France par le référendum d'avril 1962. Les pieds-noirs, les Européens d'Algérie, fuient une Algérie qui n'est plus française, tandis que les attentats de l'OAS ont rendu impossible toute cohabitation entre les communautés et caduques les dispositions concernant la minorité prévue par les accords d'Evian. L'Algérie reste à reconstruire, et les différentes factions du FLN s'apprêtent à se déchirer pour le pouvoir, tandis que le conflit a marqué profondément la société française.

Sylvain Pattieu

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 30 (mars 2012).

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 24843), [Guerre d'Algérie : mouvements de solidarité en France et gauche radicale](#).